

Association COALLIA

Siège social : 16 Cour Saint Eloi – 75012 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association COALLIA

16 Cour Saint Eloi
75012 PARIS

A l'Assemblée Générale

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COALLIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

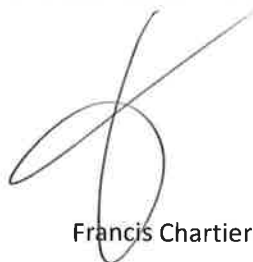
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris et à Meaux, le 10 juin 2025

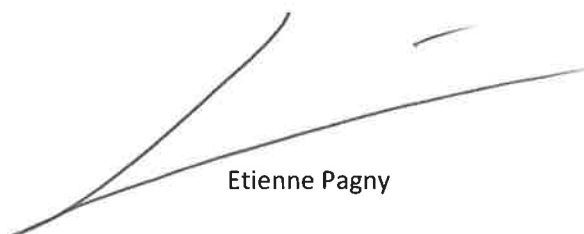
Les commissaires aux comptes

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Francis Chartier

PAGNY ASSOCIES AUDIT



Etienne Pagny

Bilan Actif

BILAN ACTIF (en euros)	Montant brut	Amort. Déprec.	31/12/2024	31/12/2023
Frais d'établissement	134 076	122 057	12 019	34 602
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Logiciels, droits et valeurs similaires	3 440 536	3 320 567	119 969	216 580
Fonds commercial	391 673	0	391 673	391 673
Autres immobilisations incorporelles	31 854	12 287	19 567	21 091
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 998 139	3 454 911	543 228	663 946
Terrains	7 243 005	0	7 243 005	7 001 107
Constructions	113 118 991	57 996 815	55 122 176	57 483 744
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 600 429	9 593 193	7 007 236	6 303 936
Autres immobilisations corporelles	58 403 623	37 821 431	20 582 192	19 239 994
Immobilisations corporelles en cours	1 461 787	0	1 461 787	1 918 642
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 827 835	105 411 439	91 416 396	91 947 423
Participations	10 264 337	4 442 816	5 821 521	5 821 521
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	60 800	0	60 800	60 800
Prêts	164 300	0	164 300	164 300
Autres immobilisations financières	4 428 005	103 192	4 324 813	3 772 145
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 917 442	4 546 008	10 371 434	9 818 766
ACTIF IMMOBILISE (I)	215 743 416	113 412 358	102 331 058	102 430 135
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production de biens et services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
STOCKS ET EN-COURS	0	0	0	0
Avances, acomptes versés sur commandes	2 971 599	0	2 971 599	1 150 901
Créances usagers & comptes rattachés	59 238 822	10 592 774	48 646 048	41 033 547
Autres créances	23 021 158	3 389 040	19 632 118	15 102 714
CREANCES	85 231 579	13 981 814	71 249 765	57 287 162
Valeurs mobilières de placement	111 988 803	0	111 988 803	67 780 804
Disponibilités	41 308 905	0	41 308 905	63 003 877
TRESORERIE DISPONIBLE	153 297 708	0	153 297 708	130 784 681
Charges constatées d'avance	718 219	0	718 219	456 670
ACTIF CIRCULANT (II)	239 247 506	13 981 814	225 265 692	188 528 513
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	406 209
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Écarts de conversion Actif (V)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	454 990 922	127 394 172	327 596 749	291 364 857

Bilan Passif

BILAN PASSIF (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres complémentaires	8 757 572	8 757 572
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	8 757 572	8 757 572
Fonds propres complémentaires	2 026	2 026
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	2 026	2 026
ÉCART DE RÉÉVALUATION	0	0
Réserves des activités sous gestion propre	12 389 061	12 389 061
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	42 162 822	35 856 397
RÉSERVES	54 551 883	48 245 458
Report à nouveau des activités sous gestion propre	28 250 969	26 613 920
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-7 003 410	-759 568
REPORT A NOUVEAU	21 247 559	25 854 352
Excédent ou déficit des activités sous gestion propre	619 512	4 003 717
Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	104 740	-2 304 082
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	724 249	1 699 635
SITUATION NETTE	85 283 289	84 559 042
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	15 006 516	16 213 698
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 186 628	1 186 628
FONDS PROPRES (I)	101 476 433	101 959 368
Fonds reportés	0	0
Fonds dédiés	8 727 116	8 180 123
FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	8 727 116	8 180 123
Provisions pour risques	1 220 934	1 418 680
Provisions pour charges	14 452 407	17 027 023
PROVISIONS (III)	15 673 341	18 445 703
Emprunts obligataires et assimilés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 748 608	49 389 528
Emprunts, dettes financières divers	4 634 524	10 040 116
DETTE FINANCIERES	90 383 132	59 429 644
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 511 047	36 001 275
Dettes fiscales et sociales	40 663 577	36 454 066
DETTE D'EXPLOITATION	85 174 624	72 455 341
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 848 426	1 652 249
Autres dettes	7 909 914	8 499 537
DETTE HORS EXPLOITATION	9 758 340	10 151 786
Produits constatés d'avance	16 403 763	20 742 892
DETTE (IV)	201 719 859	162 779 663
Écarts de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	327 596 749	291 364 857

Compte de résultat

(en euros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 222	525
Ventes de biens		
- ESSMS	81 608	4 638
- Autres activités	2 266	212 311
Ventes de prestations de services		
- ESSMS	3 252 912	4 111 688
- Autres activités	125 633 667	107 977 728
Production stockée		
- ESSMS	0	0
- Autres activités	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
- Concours publics		
- ESSMS	204 512 170	192 205 937
- Autres activités	0	0
- Subventions d'exploitation	147 737 257	155 247 252
- Ressources liées à la générosité du public	0	0
- Contributions financières		
- ESSMS	2 046 014	1 212 880
- Autres activités	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	26 139 295	21 300 556
Utilisations des fonds dédiés		
- ESSMS	953 645	1 436 148
- Autres activités	0	93 590
Autres produits	1 386 043	535 730
TOTAL I	511 746 099	484 338 982
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	185
Variation de stock	0	0
Achats matières premières, autres approvisionnements	624 058	1 052 505
Variations de stock de matières premières et approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	244 393 215	230 650 118
Impôts, taxes et versements assimilés	5 671 379	6 974 379
Salaires et traitements	158 972 511	145 814 457
Charges sociales	68 458 639	62 363 227
Dotations aux amortissements et dépréciations		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	9 892 124	9 340 456
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	0	0
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	10 368 196	11 639 717
Dotations aux provisions	8 200 305	10 622 780
Utilisations des fonds dédiés		
- ESSMS	1 497 120	976 143
- Autres activités	0	0
Autres charges	6 637 272	6 099 550
TOTAL II	514 714 819	485 533 517
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-2 968 720	-1 194 535

Compte de résultat (suite)

(en euros)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	585	752
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	3 242 672	1 664 948
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	0	1 002
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	262 932
TOTAL III	3 243 257	1 929 634
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	2 272 651	1 882 611
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL IV	2 272 651	1 882 611
2. RÉSULTAT FINANCIER (III – IV)	970 606	47 023
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-1 998 114	-1 147 512
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 019 982	6 418 755
Sur opérations en capital	2 014 975	28 577
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	0	5 000
TOTAL V	8 034 957	6 452 332
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 317 363	1 966 513
Sur opérations en capital	1 321 432	1 599 270
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 178 799	26 899
TOTAL VI	4 817 594	3 592 682
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	3 217 363	2 859 650
Participations des salariés (VII)	0	0
Impôts sur les sociétés (VIII)	495 000	12 503
Total des produits (I + III + V)	523 024 313	492 720 948
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	522 300 064	491 021 313
EXCÉDENT OU DÉFICIT	724 249	1 699 635
- ESSMS	104 740	-2 304 082
- Autres activités	619 512	4 003 717
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

Annexes

Coallia exerce aujourd'hui une mission d'intérêt général confiée par l'Etat et les collectivités territoriales qui s'inscrit dans le cadre de l'action sociale et médico-sociale.

Coallia (anciennement l'AFTAM jusqu'en 2012) est un groupe associatif fondé en 1962 par Stéphane Hessel qui souhaitait faciliter le retour au pays des travailleurs migrants africains et malgaches, en leur offrant une formation qualifiante. Au fur et à mesure, l'association Coallia a diversifié son action et a élargi son champ d'intervention en s'engageant dans l'accueil et l'hébergement social, l'accompagnement socio-éducatif et l'insertion à l'égard de personnes fragilisées du fait de leur situation sociale ou économique, de leur âge ou encore d'une situation de handicap, notamment des populations immigrées et réfugiées, des personnes en difficulté ou exclues, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

Depuis 1992, Coallia propose des établissements médico-sociaux. Ses établissements et services, accueillent et accompagnent les personnes âgées dépendantes ou autonomes et les personnes en situation de handicap. Aujourd'hui, Coallia regroupe plus de 4 600 salariés qui interviennent dans cinq grands secteurs d'activité, le logement accompagné, l'hébergement social, l'accompagnement social, l'intermédiation locative et le médico-social.

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément :

- aux principes du plan de compte général, règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables ainsi que les modifications introduites par les règlements ultérieurs,
- au règlement ANC 2018-06 pour les règles spécifiques aux associations,
- au règlement ANC 2019-04 pour les règles spécifiques aux activités médico-sociales,

Dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les provisions comptabilisées dans les comptes annuels arrêtés ci-dessus ont uniquement vocation à prévenir un risque éventuel. **Elles ne sont nullement une reconnaissance ou une acceptation du litige provisionné.**

En application de l'article 410-2 du règlement ANC 2018-06, l'association n'a pas retenu la présentation de certaines rubriques du bilan et du compte de résultat car elle n'est pas concernée par certaines opérations spécifiques, il s'agit des rubriques suivantes :

- A l'actif, les donations temporaires d'usufruit, les biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, les créances reçues par legs ou donations,
- Au passif, les fonds propres statutaires, les fonds propres consommables, les dettes des legs ou donations,
- Au compte de résultat, les versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable, les aides financières.

Il est à noter que l'ensemble des dispositions du règlement ANC 2019-04 ont été bien appliquées.

Présentation du Résultat Effectif Global selon l'article 153-2 :

Eléments	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable	724 249	1 699 635
Reprise des résultats antérieurs (ESSMS)		
Activités Hébergement social	0	0
Activités Handicap	0	0
Activités Personnes âgées	0	0
Résultat Effectif Global	724 249	1 699 635
<i>dont résultat effectif sous gestion propre</i>	619 512	4 003 717
<i>dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	104 740	-2 304 082
Résultat sous contrôle de tiers financeurs n'ayant pas fait l'objet d'une notification d'affectation (report à nouveau)	-4 325 853	3 378 936

Les règles de présentation des comptes annuels ont également les caractéristiques suivantes :

- Les reprises de subvention d'investissement au compte de résultat sont constatées en produits d'exploitation sur la ligne « subvention d'exploitation ». Ces subventions constituent un mode de financement courant des activités.
- Les décisions des autorités de tarification qui s'imposent aux établissements financés peuvent s'écarter des règles comptables retenues par l'association. L'impact sur les comptes n'étant pas significatif, aucun retraitement n'est effectué pour l'établissement des comptes annuels.
- Les dotations et reprises de provision pour impôt sont présentées dans la rubrique « Impôt sur les bénéfices » du compte de résultat, celles-ci n'étant considérées ne relevant ni de l'exploitation, ni de l'exceptionnel.
- Par dérogation aux principes comptables, le résultat des contrats pluriannuels n'est constaté qu'au terme du contrat pour les actions jusqu'à fin 2022 (cf. point 5.3)

Les concours publics indiqués au Compte de Résultat ont été réaffectés en totalité en ESSMS conformément à la réalité.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

2.1 Faits marquants au titre de l'exercice 2024 :

L'année 2024 a été marquée par plusieurs événements structurants pour l'Association Coallia, traduisant une dynamique de transformation engagée depuis plusieurs exercices.

Le 20 décembre 2023, Coallia a adopté son PEA (Projet d'Entreprise Associative), PEA d'une durée de 6 ans (2024-2029). Le PEA est une démarche qui définit, sur la base de l'ambition majeure, les axes, les objectifs et les actions ayant vocation à structurer l'Association.

En janvier 2024, la Cour des comptes publiait un rapport à la suite d'un contrôle organique de Coallia effectué sur la période 2016-2021. La Cour prenait acte des efforts engagés par l'Association pour sortir de l'ornière où elle se trouvait en 2017, soulignant la capacité d'intervenir de Coallia et saluant le remaniement de sa gouvernance, de son organisation, ainsi que l'adossement à Batigère Habitats Solidaires. Reconnaisant le chemin parcouru, la Cour des comptes pointait aussi plusieurs pistes d'amélioration en formulant 9 recommandations. Ces dernières sont en cours de mise en œuvre par le Comité de direction, et scrupuleusement suivies par le Conseil d'administration.

Dans une logique de toujours plus de cohérence entre la gouvernance et la direction mais aussi plus d'efficacité et de sécurisation des pratiques, l'Association a révisé ses statuts et son règlement intérieur lors de l'Assemblée générale extraordinaire et Conseil d'administration du 19 juin 2024.

Il est à noter notamment la création d'un Comité des risques, d'une Direction juridique, d'une nouvelle organisation territoriale avec 4 directions régionales, 31 directions territoriales réunissant l'ensemble des activités sur un territoire cohérent.

Les délégations de pouvoirs ont été déployées auprès des directeurs régionaux, des directeurs territoriaux, directeurs territoriaux adjoints et directeurs d'établissement.

Le 7 février 2024, le Conseil d'administration a autorisé la fermeture de l'Ehpad d'Entrains sur Nohain et le plan de sauvegarde de l'emploi.

Enfin, plusieurs projets immobiliers ont été livrés en 2024, notamment à Montargis (pension de famille 28 logements), Essômes-la-Colinette (pension de famille 55 logements), Rosny (Résidence sociale PTFTM 170 logements), L'Haÿ-les-Roses (résidence sociale réhabilitation 175 logements) Avignon (MECS 6 logements).

2.2 Événements postérieurs à la clôture et perspectives 2025:

L'Association est en cours d'instruction auprès de la DRIHL pour l'application d'un nouveau taux de prélèvement des frais de siège, applicable à compter du 1er janvier 2025.

Des évolutions juridiques et financières sont en cours : la promesse de vente de l'immobilier de la SA Pavillon Girardin et de la SCI L'Orangerie devrait aboutir à la liquidation de ces structures au cours de l'exercice 2025.

Une réflexion est également engagée sur l'opportunité d'une fusion entre Coallia Solidaire et Coallia Association, afin de simplifier et renforcer l'organisation du Groupe associatif.

3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES POSTES DE L'ACTIF

3.1. Immobilisations incorporelles

Sont comptabilisés sous cette rubrique :

- les frais de 1^{er} établissement contenant pour la plus grande part les dépenses de mise en place des nouveaux établissements sociaux ;
- les charges de développement des systèmes informatiques de l'Association ;
- l'achat des logiciels informatiques utilisés dans l'Association ;
- les fonds commerciaux.

Nature des immobilisations	Durée
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	3 ans
Logiciels	3 ans
Baux Emphytéotiques	Selon durée du bail

3.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Durée d'amortissement des composants :

COALLIA a mis en application au cours de l'année 2005, l'avis n°2004-11 du 23 juin 2004 du Conseil National de la Comptabilité relatif notamment aux modalités d'application de la comptabilisation par composant (résultant du règlement n°2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, modifié par le règlement n°2003-07).

Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées par rapport à l'analyse DQE de nos bâtiments et en fonction de l'utilisation qui en est faite. Deux catégories de bâtiments ont ainsi été identifiées auxquelles correspondent deux plans d'amortissement différents.

Classe	Catégorie d'immobilisation	%	Durées gestion autorisée	Durées Siège, HSA
2115001	Terrain			
2131501	Bâtiment structure 1	57,30	40	60
2131502	Bâtiment menuiserie 2	4,40	20	25
2131503	Bâtiment plomberie 3	17,60	20	22
2131504	Bâtiment électricité 4	8,40	20	25
2131505	Bâtiment ascenseur 5	1,50	20	20
2131506	Bâtiment étanchéité 6	1,70	12	18
2131507	Bâtiment façade 7	2,90	12	15
2131508	Bâtiment sol 8	2,20	20	20
2131509	Bâtiment peinture 9	4,00	6	10
2131510	Bâtiment complet 10		42	60

Nature des immobilisations	Durée
Installations et agencements	de 8 à 15 ans
Matériel et outillage	de 5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Conformément au principe comptable de prudence, lorsque la valeur nette comptable d'un bien est supérieure à sa valeur actuelle, une dépréciation est constatée. Au 31 décembre 2024, aucune dépréciation n'a été constatée.

3.3. Immobilisations financières

Les titres immobilisés ont été évalués au prix auquel ils ont été acquis, augmentés des frais engagés pour leur acquisition.

3.4. Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le détail des créances est présenté à l'annexe 5.

a) Activités Habitat Social Adapté et intermédiation locative hors SOLIBAIL

Les créances sur résidents ont fait l'objet d'une analyse d'antériorité, d'un lettrage et ont fait l'objet d'une dépréciation selon un pourcentage croissant en fonction de leur statut et de leur ancienneté, soit :

- pour les résidents sortis : 100 % de dépréciation
- pour les résidents présents :
 - 100 % de la totalité des créances dès lors qu'une partie au moins est supérieure à un an
 - 50 % pour les créances dont l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 1 an
 - 25 % pour les créances ayant entre 3 et 6 mois d'ancienneté.

Les dépréciations sont évaluées à 7 505 K€ à la clôture, soit une diminution 1 868 k€ par rapport à 2023.

Les pertes sont comptabilisées suivant la décision de la direction générale et après analyse des créances sur trois critères :

- Le montant de la créance (montant inférieur à 500 €),
- L'impossibilité d'une procédure contentieuse (insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès etc...)
- L'avancement de la procédure contentieuse (terminé ou en cours).

Par ailleurs, dans une logique de rationalisation, il a été acté en 2021 du passage en pertes et profits selon les critères suivants :

- Toute créance ou dette supérieure à 5 ans n'a plus lieu d'être (application du principe de prescription).
- Les montants compris entre -100€ et 100 € pour les créances inférieures à 5 ans.

Pour l'intermédiation locative « SOLIBAIL », les pertes sont constatées en charges après accord du financeur.

b) Subventions publiques :

Cette rubrique recouvre :

- a. les créances sur les subventions d'exploitation,
- b. les créances relatives aux subventions d'investissement comptabilisées pour leur valeur totale dès leur notification d'attribution, indépendamment des modalités de déblocage et de versement.

La provision pour risques de 160K € comptabilisée en 2023 a été reprise en totalité sur l'exercice 2024. Pas de nouvelles provisions.

Les créances financeurs et usagers ne répondent pas aux mêmes contraintes de recouvrement et font l'objet à la clôture de l'exercice d'une provision dépréciation en fonction de l'ancienneté selon les règles suivantes :

- Provision à 100 % du solde des créances usagers supérieures à un an.
- Provision à 100 % du solde des créances financeurs supérieures à 4 ans.

Les dépréciations s'élèvent à 1 565 K€ au 31/12/2024.

c) Autres créances d'exploitation

Les autres créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

La dépréciation qui est comptabilisée pour 1 210 K€, concerne principalement les créances suivantes :

- Paies négative pour 759 K€
- Créance ADEF pour 360 K€

d) Provisions pour Dépréciation de Créances

À compter de l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'Association a modifié la méthode de calcul de la provision pour dépréciation des créances financeurs, ainsi que le passage en perte et profits des créances résidents pour les établissements Médico-Sociaux.

Jusqu'à l'exercice précédent, les provisions des créances des tiers financeurs étaient déterminées sur la base d'une analyse par résident, et le passage en perte et profits des créances des résidents sortis depuis plus de 5 ans.

Désormais, la méthode de calcul se fait par tiers financeur et non par résident. Cette méthode permet une appréciation plus fine et plus systématique du risque de non-recouvrement, conforme aux pratiques du secteur.

Ce changement vise à améliorer la fiabilité et la comparabilité des comptes toutes activités confondues, conformément au principe de meilleure information conformément à l'article 120-4 du PCG.

L'impact de ce changement sur les comptes de l'exercice est une diminution de la provision pour dépréciation des créances de 8 117 €, et une augmentation des pertes et profits de 74 674 € soit une diminution du résultat net de 66 557 €.

e) Provisions pour dépréciation du compte courant COALLIA SOLIDAIRE

Une provision pour dépréciation du compte courant de COALLIA SOLIDAIRE a été constituée pour couvrir le risque de non recouvrement pour un montant de 2 179 K€.

3.5. Les valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire communiquée par les établissements financiers teneurs de comptes est inférieure à la valeur comptable.

COALLIA n'a pas souscrit à des produits de placement complexe ou structuré.

4. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES FONDS PROPRES

4.1. Fonds propres

Les fonds propres *sans droit de reprise* de l'association COALLIA sont constitués essentiellement des apports initiaux et des fonds issus des fusions de différentes entités ou des reprises d'établissement.

4.2. Réserves réglementées des activités sous gestion contrôlées

Les réserves réglementées sont prévues par le code de l'action sociale et de la famille, l'instruction M22 et reprises dans l'avis du CNC 2007-05. Ces réserves sont constituées par affectation des excédents réalisés par les établissements et destinées à renforcer les fonds associatifs. Les conditions de reprise de ces réserves dépendent de leur nature. Elles doivent être restituées en cas de fermeture définitive de l'établissement. En cours d'activité, les reprises ne peuvent être constatées que lors de l'affectation du résultat décidée par l'autorité de tarification.

Les excédents destinés à la couverture du besoin en fonds de roulement, dits « réserve de trésorerie » sont destinés à assurer une trésorerie suffisante pour faire face aux décalages de règlement. Elle peut être reprise ou réaffectée au financement des investissements, si le besoin en fonds de roulement est déjà suffisamment couvert.

La réserve de compensation des déficits permet à un établissement de conserver les excédents réalisés. Les déficits futurs sont imputés sur cette réserve par décision des tiers financeurs.

La réserve de compensation des amortissements constate la partie d'un excédent affecté au financement d'immobilisations identifiées. Elle est reprise par l'affectation, en N+1, de la quote-part des amortissements des biens concernés.

Le compte de réserve « Excédents affectés à l'investissement » enregistre les affectations d'excédents réalisés par des établissements et affectés par le financeur au financement des investissements, l'objectif étant de renforcer le fonds de roulement d'investissement. Ces affectations ne ciblent pas des investissements particuliers. L'association a la charge financière des investissements réalisés. Ces sommes ne sont pas reprises en cours d'activité.

4.3. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont prévues par le code de l'action sociale et de la famille, l'instruction M22 et reprises dans l'avis du CNC 2007-05. Ces provisions sont constituées à la demande ou avec l'accord du financeur. Les éventuelles reprises sont à la discrétion du financeur ou prévues dans la réglementation.

La provision destinée à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement est, en général, constituée lors de la création d'un établissement. Comme la réserve de trésorerie, elle peut être reprise ou réaffectée au financement des investissements, si le BFR est suffisamment couvert.

La provision « réserves des plus-values nettes d'actif » enregistre les plus-values sur cessions d'immobilisations, ce qui permet de renforcer le fonds de roulement d'investissement. Ce compte est repris en cas de moins-values.

Quand des excédents affectés aux investissements par les tiers financeurs sont assortis d'une demande reprise en résultat, ces montants sont comptabilisés :

- soit en fonds dédiés à l'investissement, si l'accord du financeur est obtenu avant la clôture ;
- soit en subventions d'investissement, si l'accord est obtenu après la clôture des comptes.

4.4. Subventions d'investissements

Ces subventions sont attribuées par des collectivités publiques et des instances européennes.

L'annexe (tableau n° 9) fournit une ventilation des subventions d'investissements en fonction de l'état d'avancement des opérations qu'elles financent :

- Subventions pour établissements en cours de réhabilitation
- Subventions pour sites en exploitation.

Elles sont comptabilisées dès leur attribution, sous réserve de l'absence de conditions résolutives. Le suivi comptable des subventions, en fonction de l'avancement des projets, est assuré par l'utilisation d'un tableau de bord commun à tous les services concernés. Lors de la mise en service, la subvention est rattachée aux immobilisations ainsi financées afin de déterminer le montant à reprendre au compte de résultat, en tenant compte des différents composants, si nécessaire. Pour les établissements sociaux et médico-sociaux, les règles spécifiques, qui peuvent être imposées par les autorités de tarification, sont appliquées.

4.5. Résultats sous contrôle de tiers financeurs

Ce poste présente les résultats des exercices précédents soumis à l'approbation et à l'affectation par des tiers financeurs. Il s'agit :

- Des résultats en instance d'affectation, par le tiers financeur,
- Des résultats qui seront repris au cours d'un exercice ultérieur, conformément à la décision du tiers financeur.

Ce poste inclut également :

- Les dépenses refusées par les autorités de tarification et les dépenses qui ne leur sont pas opposables à la clôture de l'exercice
- Les crédits non reconductibles pour les indemnités de départ à la retraite non utilisés à la clôture de l'exercice

Sont concernés les établissements et services sociaux et médico-sociaux qui relèvent de la procédure budgétaire annuelle prévue dans le Code de l'action sociale et des familles.

Dans tous les cas dans l'attente du retour des financeurs, les résultats sont considérés comme n'étant pas acquis à l'association par prudence. Le risque de reversement d'un excédent n'étant qu'éventuel, aucune provision n'est constatée.

Les informations transmises aux financeurs sous forme de compte administratif sont issues des comptes de l'association.

4.6. Report à nouveau des activités sous gestion propre

Outre le report à nouveau résultant de l'affectation du résultat des activités de sa gestion propre, ce poste inclut :

- Les dépenses refusées par les tiers financeurs,
- Les excédents des activités subventionnées en attente

S'agissant des activités subventionnées :

- En l'absence de demande de financements complémentaires les reliquats négatifs sont considérés comme des pertes définitives des activités de la gestion propre, constatées en report à nouveau individualisé par établissement.
- S'agissant des reliquats positifs constatés à la clôture de l'exercice, s'il existe un indice de reversement de ce reliquat une provision pour risque de reversement est constituée à la clôture de l'exercice. A défaut, le résultat est constaté à la clôture de l'exercice puis comptabilisé au cours de l'exercice suivant dans un compte de report à nouveau temporaire des activités de la gestion propre, identifié par établissement et par millésime.

Par la suite, dès la survenance d'un indice de reversement une provision pour risque est constatée au cours de l'exercice de cet évènement.

En l'absence de tout reversement au 31 décembre du 3^{ème} exercice suivant la réalisation du reliquat positif, celui-ci est définitivement constaté dans le compte report à nouveau des activités de la gestion propre, individualisé par établissement.

Aucune provision pour risque de reversement n'est constatée à ce titre à la clôture de l'exercice.

A la clôture de l'exercice, les reliquats positifs en attente de traitement s'élèvent par échéance à :

- 31 décembre 2025 (Subventions excédentaires de 2022) : 27 677 031 €
- 31 décembre 2026 (Subventions excédentaires de 2023) : 15 557 462 €

Les informations transmises aux financeurs sous forme de compte rendu financier sont issues des comptes de l'association.

4.7. Résultats de l'exercice

Le résultat comptable de l'exercice est composite et présenté sur deux lignes :

- Résultat COALLIA qui regroupe le résultat des activités définitivement acquis à COALLIA, activités en gestion propre, et le résultat des activités subventionnées
- Résultat de l'exercice des établissements autorisés qui doivent respecter les dispositions budgétaires du code de l'action sociale et des familles.

5. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES D'ÉVALUATION DES AUTRES POSTES DU PASSIF

5.1. La provision pour engagements de retraite et médaille du travail

Les engagements sont valorisés comme les années antérieures de façon partielle, avec les hypothèses suivantes :

Hypothèses indemnités de départ à la retraite et médaille du travail	IFC	MDT	Rappel 2023
Le taux d'actualisation	3,40%	3,40%	3,20%
Taux d'inflation attendu sur le long terme	2,00%	2,00%	2,10%
Taux de revalorisation des gratifications d'ancienneté	1,50%	1,50%	1,50%
Taux d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%	3,00%
Départ à l'initiative du salarié	X	X	X
Taux des charges patronales cadre	52,10%	52,10%	54,67%
Taux des charges patronales non cadre à	42,00%	42,00%	42,30%
Turn over (moyenne des tables par tranche d'âge)	7,60%	7,60%	7,60%
Table de mortalité INSEE	2018-2020	2018-2020	2017-2019
Age de départ à la retraite cadre	67 ans	67 ans	67 ans
Age de départ à la retraite cadre si né avant 01/01/1970	64 ans	64 ans	64 ans
Age de départ à la retraite non cadre	65 ans	65 ans	65 ans
Age de départ à la retraite non cadre si né avant le 01/01/1970	62 ans	62 ans	62 ans
Ancienneté nécessaire pour le versement de la prime	0,00	0,00	0,00

*Le taux de turn-over moyen par tranche d'âge a été calculé à partir du rapport de l'actuaire selon la table figurant à la page 5 du rapport.

Compte tenu de ces hypothèses, la totalité des engagements, en valeur brute s'élève à :

	IFC	MDT
Totalité des engagements		
HSA- SIEGE-FORMATION et activités subventionnées	4 772 710	126 161
HEBERGEMENT SOCIAL- MEDICO SOCIAL	6 745 743	326 887
Total 2024 COALLIA	11 518 453	453 048

La provision est déterminée en tenant compte d'un étalement des variations des hypothèses actuarielles sur la durée moyenne probable de présence des salariés avant leur départ à la retraite : méthode du corridor.

La provision n'est pas comptabilisée pour les activités hébergement social - médico-sociales, en gestion contrôlée. Cette dépense opposable aux financeurs est financée l'année du départ à la retraite. Le montant non provisionné s'élève à 4 729 K€. Les versements d'avance qui ont pu être accordés sont comptabilisés en fonds dédiés.

Les montants comptabilisés en provisions s'élèvent à :

	IFC	MDT
HSA - SIEGE – FORMATION, activités subventionnées	4 195 693	126 161
Activités hébergement social - médico-sociales, gestion autorisée Financements obtenus (en fonds dédiés)	1 242 463	326 887

Synthèse Indemnités de fin de carrière :

Au 31 décembre 2024	Engagement comptabilisé	Engagement non comptabilisé (ESMS)	Engagement Total
Valeur des engagements	5 999 287	5 519 166	11 518 453
Pertes et gains actuariels restant à amortir	561 131	790 571	1 351 702
Engagement à comptabiliser	5 438 156	4 728 595	10 166 751

5.2. Fonds dédiés

Les sommes inscrites en fonds dédiés portent sur la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu être engagée à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, ou à des dons et legs reçus. Sont concernées, en particulier :

- Les subventions et les crédits non reconductibles attribués, soit pour des actions qui n'ont été que partiellement mises en œuvre, soit pour de nouvelles activités.
Les fonds dédiés de plus de 2 ans concernent des projets toujours en cours et s'élèvent à 3 307 K€, à la clôture de l'exercice.
- Les contributions financières affectées à des investissements, généralement en provenance de caisses de retraite, les crédits non reconductibles attribués par les autorités de tarification, au budget ou par décision modificative, au financement d'immobilisations. Ils peuvent être également affectés, lors d'une sous-consommation des dotations aux amortissements quand d'importants projets d'investissements sont prévus. Ils sont repris au compte de résultat au rythme des dotations aux amortissements des biens financés par ces crédits.

5.3. Produits Constatés d'Avance

En complément des habituels Produits constatés d'avance, le résultat des marchés pluriannuels SPADA au titre de 2022 a été constaté pour 5,0 M€. Ces PCA ont été maintenus en totalité sur l'exercice 2023, et repris en totalité sur l'exercice 2024 pour 5,0 M€.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. Rémunération des Dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement associatif, nous portons à connaissance l'information suivante :

- Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent pour l'exercice 2024 à 504 K€.

6.2. Rémunération des Commissaires aux Comptes

Conformément à l'article R.123-198-9° du code du commerce :

- Le montant des honoraires des commissaires aux comptes, perçus ou à percevoir au titre de l'exercice 2024 s'élève à la somme de 403 K€ HT.

7. 6.3. Effectifs salariés

Evolution des ETP Moyen				Evolution des effectifs au 31 décembre			
Activités	2022	2023	2024	Activités	2022	2023	2024
Fonctions Support	241	246	279	Fonctions Support	244	269	305
HS	2 023	2 245	2 300	HS	2 085	2 518	2 415
HSA	527	528	536	HSA	533	540	552
Médico-Social	1 210	1 265	1 379	Médico-Social	1 322	1 399	1 573
Prom Soc-Acc Soc	302	305	305	Prom Soc-Acc Soc	308	312	313
Total Général	4 303	4 588	4 799		4 492	5 038	5 158

6.4. Contributions Volontaires en Nature

Le montant des contributions volontaires en nature est nul sur l'exercice 2024.

ANNEXE 1 – IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS BRUTES	Valeur brute Début d'exercice	Augmentation		Diminution	Virement	Valeur brute Fin d'exercice
		Reprises activités	Acquisitions	Cessions, mises HS	Poste à poste	
Frais d'établissement	134 076	0	0	0	0	134 076
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0	0
Logiciels, droits et valeurs similaires	3 402 624	0	51 539	-13 627	0	3 440 536
Fonds commercial	391 673	0	0	0	0	391 673
Autres immobilisations incorporelles	31 854	0	0	0	0	31 854
- Baux emphytéotiques	31 854	0	0	0	0	31 854
- Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 960 227	0	51 539	-13 627	0	3 998 139
Terrains	7 001 107	0	428 036	-214 062	27 924	7 243 005
Constructions	113 554 748	0	1 258 323	-1 785 949	91 869	113 118 991
- Constructions sur sols propres	113 554 748	0	1 258 323	-1 785 949	91 869	113 118 991
- Gros Entretien sur constructions	0	0	0	0	0	0
- Installations générales et aménag. sur sol d'autrui	0	0	0	0	0	0
Installations techniq., matériel et outillage industriels	15 183 505	0	2 595 462	-1 209 747	31 209	16 600 429
Autres immobilisations corporelles	53 763 955	0	5 195 029	-1 916 116	1 360 755	58 403 623
- Instal. générales, agencements aménag. divers	27 732 094	0	2 284 808	-710 953	1 059 730	30 365 679
- Matériel de transport	1 949 819	0	164 716	-248 598	0	1 865 937
- Matériel et mobilier de bureau et informatique	5 659 396	0	670 190	-356 702	281 627	6 254 511
- Mobilier d'exploitation	18 356 468	0	2 075 315	-597 881	19 398	19 853 300
- Cheptel, plantations pérennes	66 178	0	0	-1 982	0	64 196
Immobilisations corporelles en cours	1 918 642	0	1 057 030	-2 129	-1 511 756	1 461 787
Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	191 421 957	0	10 533 880	-5 128 003	0	196 827 835
Participations	10 264 337	0	0	0	0	10 264 337
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	60 800					60 800
Prêts	164 300	0	0	0	0	164 300
Autres immobilisations financières	3 881 536	0	723 080	-176 610	0	4 428 005
- Dépôts et cautionnements	3 796 030	0	723 080	-176 610	0	4 342 499
- Autres immobilisations financières	85 506	0	0	0	0	85 506
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 370 973	0	723 080	-176 610	0	14 917 442
TOTAL	209 753 157	0	11 308 498	-5 318 240	0	215 743 416

ANNEXE 2 – AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Montant	Augmentation		Diminution	Montant
	Début d'exercice	Reclassement	Dotation	Cessions, mises HS	Fin d'exercice
Frais d'établissement	99 474	0	22 583	0	122 057
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
Logiciels, droits et valeurs similaires	3 186 044	0	146 036	-11 513	3 320 567
Fonds commercial	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	10 763	0	1 524	0	12 287
- Baux emphytéotiques	10 763	0	1 524	0	12 287
- Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 296 281	0	170 143	-11 513	3 454 911
Aménagement terrains	0	0	0	0	0
Constructions	56 071 004	0	3 027 211	-1 100 950	57 996 815
- Constructions sur sols propres	56 071 004	0	3 013 382	-1 100 950	57 983 436
- Gros Entretien sur constructions	0	0	0	0	0
- Installations générales et aménag. sur sol d'autrui	0	0	13 379	0	13 379
Installations techniq., matériel et outillage industriels	8 879 569	-2 715	1 722 802	-1 006 463	9 593 193
Autres immobilisations corporelles	34 523 961	2 715	4 988 926	-1 694 171	37 821 431
- Instal.générales, agencements aménag. divers	18 124 210	0	2 188 842	-625 625	19 687 427
- Matériel de transport	1 246 383	0	233 866	-216 969	1 263 280
- Matériel et mobilier de bureau et informatique	4 144 249	0	890 299	-338 640	4 695 908
- Mobilier d'exploitation	10 946 385	2 715	1 674 797	-510 955	12 112 942
- Cheptel, plantations pérennes	62 734	0	1 122	-1 982	61 874
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	99 474 534	0	9 738 489	-3 801 584	105 411 439
TOTAL	102 770 815	0	9 908 632	-3 813 097	108 866 350

ANNEXE 3 - PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

NATURE DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	Montant Début d'exercice	Reprises d'activités	Dotations	Reprises	Reclassements	Montant Fin d'exercice
Provisions pour trésorerie	225 595	0	0	0	0	225 595
Provisions pour investissement	0	0	0	0	0	0
Provisions sur plus-values de cession d'actifs	961 033	0	0	0	0	961 033
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 186 628	0	0	0	0	1 186 628
Provisions pour contentieux personnel	1 258 752	0	1 115 763	-1 153 581	0	1 220 934
Provisions pour contentieux clients	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	159 928	0	0	-159 928	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES	1 418 680	0	1 115 763	-1 313 509	0	1 220 934
Provisions pour indemnités de fin de carrière	5 697 002	0	5 438 156	-5 697 002	0	5 438 156
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien et réparations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour matériel	0	0	0	0	0	0
Provisions pour passage CCN51	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour charges	11 330 021	0	1 211 202	-3 526 972	0	9 014 251
PROVISIONS POUR CHARGES	17 027 023	0	6 649 358	-9 223 974	0	14 452 407
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	4 552 207	0	0	-6 199	0	4 546 008
- Titres de participation et créances rattachées	4 442 816	0	0	0	0	4 442 816
- Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	0
- Prêts	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations financières	109 391	0	0	-6 199	0	103 192
DEPRECIATION DES ACTIFS IMMOBILISES	4 552 207	0	0	-6 199	0	4 546 008
Stocks	0	0	0	0	0	0
Créances sur usagers	11 377 874	0	10 103 995	-10 889 095	0	10 592 774
Autres créances	2 264 467	0	2 009 666	-885 093	0	3 389 040
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0
DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS	13 642 341	0	12 113 661	-11 774 188	0	13 981 814
TOTAL	37 826 879	0	19 878 782	-22 317 870	0	35 387 791

ANNEXE 4 - ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts	164 300		164 300
Autres titres immobilisés	60 800	0	60 800
Autres immobilisations financières	4 428 005	0	4 428 005
- Dépôts et cautionnements	4 342 499	0	4 342 499
- Autres immobilisations financières	85 506	0	85 506
ACTIF IMMOBILISE	4 653 105	0	4 653 105
Avances et acomptes versés	2 971 599	2 971 599	0
Autres créances usagers, et comptes rattachés	59 238 822	59 238 822	0
Personnel, et comptes rattachés	1 716 447	1 716 447	0
Organismes sociaux, et comptes rattachés	627 590	627 590	0
Créances sur subventions (État et collectivités)	1 279 735	1 279 735	0
État, impôts et taxes, et comptes rattachés	9 112 827	9 112 827	0
Entités du Groupe Coallia, et comptes rattachés	5 235 027	0	5 235 027
Débiteurs divers, et comptes rattachés	5 049 532	5 049 532	0
Charges constatées d'avance	718 219	718 219	0
ACTIF CIRCULANT	85 949 798	80 714 771	5 235 027
TOTAL	90 602 903	80 714 771	9 888 132

ETAT DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts auprès établissements de crédit	80 979 671	47 023 196	13 699 375	20 257 100
Emprunts, dettes financières divers	9 403 462	531 277	6 654 834	2 217 351
Entités du Groupe Coallia, et comptes rattachés	0	0	0	0
DETTES FINANCIERES (détail cf. annexe 12)	90 383 133	47 554 473	20 354 209	22 474 451
Avances et acomptes reçus	0	0	0	0
Fournisseurs d'exploitation, et comptes rattachés	44 511 047	44 511 047	0	0
Personnel, et comptes rattachés	13 895 837	13 895 837	0	0
Organismes sociaux, et comptes rattachés	22 745 220	22 745 220	0	0
Impôt sur les bénéfices	495 000	495 000	0	0
TVA, et comptes rattachés	152 123	152 123	0	0
Autres impôts et taxes, et comptes rattachés	3 375 397	3 375 397	0	0
DETTES D'EXPLOITATION	85 174 624	85 174 624	0	0
Fournisseurs d'immobilisations et comptes rattachés	1 848 426	1 848 426	0	0
Créditeurs divers, et comptes rattachés	7 909 914	7 909 914	0	0
DETTES HORS EXPLOITATION	9 758 340	9 758 340	0	0
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	16 403 763	16 403 763	0	0
TOTAL	201 719 860	158 891 200	20 354 209	22 474 451

ANNEXE 5 - DETAIL DES CREANCES

NATURE	Montant brut	Dépréciation	Montant net
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS	2 971 599	0	2 971 599
Clients HSA	19 527 497	8 174 611	11 352 886
Clients secteur formation	39 426	0	39 426
Clients secteur social	8 853	0	8 853
Clients secteur médico-social	35 485 369	2 418 163	33 067 206
Clients divers	3 848 365	0	3 848 365
Clients Groupe	329 312	0	329 312
Dailly sur conventions DGF d'exploitation	0	0	0
CRÉANCES USAGERS & COMPTES RATTACHÉS	59 238 822	10 592 774	48 646 048
Personnel : avances, acomptes, et sommes à recouvrer	1 716 447	737 710	978 737
Organismes sociaux : IJSS, IJ prévoyance, et autres à recouvrer	627 590	0	627 590
Subventions d'investissement & équipement hors ACSE	1 279 735	0	1 279 735
Impôt sur les sociétés, taxe d'apprentissage	0	0	0
État, CVAE CET et TP	1 245 329	0	1 245 329
Impôt différé	0	0	0
État, TVA	7 867 498	0	7 867 498
Entités du Groupe Coallia, comptes courants débiteurs	5 235 027	2 178 799	3 056 228
Entités du Groupe Coallia, avoirs à recevoir	0	0	0
Débiteurs, suite à reprises d'activité	0	0	0
Aides à recevoir sur les contrats aidés	6 043	0	6 043
Organismes de formation, remboursements à recevoir	28 829	0	28 829
Tickets restaurant	0	0	0
Autres débiteurs	5 014 660	472 531	4 542 129
AUTRES CRÉANCES	23 021 158	3 389 040	19 632 118
TOTAL	85 231 579	13 981 814	71 249 765

ANNEXE 6 - DETAIL DES DISPONIBILITES

NATURE	Montant brut	Dépréciation	Montant net
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	111 988 803	0	111 988 803
Comptes à terme	48 343 233	0	48 343 233
Comptes sur livret	63 645 570	0	63 645 570
DISPONIBILITES BANCAIRES	41 308 905	0	41 308 905
Comptes ordinaires	40 908 264	0	40 908 264
CAISSES	293 430	0	293 430
Autres Comptes	107 211	0	107 211
TOTAL	153 297 708	0	153 297 708

ANNEXE 7 - DETAIL DES FONDS PROPRES

NATURE	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Valeur d'apport de fusion	8 681 347	0		0	8 681 347
Dons et legs	76 225	0	0	0	76 225
Prime de fusion	0	0	0	0	0
	8 757 572	0	0	0	8 757 572
Fonds propres avec droit de reprise	2 026	0	0	0	2 026
Ecart de réévaluation	0	0	0	0	0
Réserves activités sous gestion propre	12 389 061	0	0	0	12 389 061
Réserves activités sous gestion contrôlée					
Réserves de trésorerie	1 475 078	0	84 586	-10 798	1 548 866
Réserves de compensation	18 728 469	0	11 379 864	-8 487 022	21 621 311
Excédents affectés à l'investissement	15 652 850	0	3 858 257	-518 462	18 992 645
	35 856 397	0	15 322 707	-9 016 282	42 162 822
Report à nouveau activités sous gestion propre					
<u>Report à nouveau acquis</u>					
Report à nouveau	-28 813 348	624 780	15 530 125	-21 342 412	-34 000 855
Dépenses refusées par les financeurs	-511 954	0	0	0	-511 954
Excédent Raisonnable ss/ activités	63 560	0	269 954	0	333 514
	-29 261 742	624 780	15 800 079	-21 342 412	-34 179 295
<u>Report à nouveau en attente</u>					
Excédents activités subventionnées en attente	55 875 660	3 378 937	24 430 220	-21 254 553	62 430 264
	26 613 918	4 003 717	40 230 299	-42 596 965	28 250 969
Report à nouveau activités s/s gestion contrôlée					
Excédents affectés aux mesures d'exploitation	4 327 207	0	1 817 718	-960 432	5 184 493
Déficits sociaux à reporter	-18 516 786	0	16 026 052	-18 643 828	-21 134 562
Excédents sociaux à reporter	23 870 682	-2 304 082	36 256 168	-37 861 624	19 961 144
Dépenses refusées par autorité de tarif.	-4 967 412	0	2 164 560	-2 074 647	-4 877 499
Dépenses non opposables	-5 893 180	0	1 202 942	-1 866 669	-6 556 907
Crédits non reconductibles pour IDR	419 921	0	0	0	419 921
	-759 568	-2 304 082	57 467 440	-61 407 200	-7 003 410
Résultat activités sous gestion propre	4 003 717	-4 003 717	4 945 365	-4 325 852	619 512
<i>dont résultat acquis</i>	624 780	-624 780	4 945 365	0	4 945 365
<i>dont résultat en attente</i>	3 378 937	-3 378 937		-4 325 853	-4 325 853
Résultat activités sous gestion contrôlée	-2 304 082	2 304 082	104 740		104 740
SITUATION NETTE	84 559 041	0	118 070 551	-117 346 300	85 283 292
Subventions d'investissement					
Subventions pour sites en exploitation	0	0	0	0	0
Subventions pour sites en cours de réhabilitation	16 213 698	0	6 910 387	-8 117 569	15 006 516
	16 213 698	0	6 910 387	-8 117 569	15 006 516
Provisions réglementées					
Provisions réglementaires / trésorerie	225 595	0	0	0	225 595
Provisions réglementaires / Plus-values actifs	961 033	0	0	0	961 033
	1 186 628	0	0	0	1 186 628
TOTAL FONDS PROPRES	101 959 367	0	124 980 938	-125 463 869	101 476 436

ANNEXE 8 –CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS OCTROYES DANS L'EXERCICE

NATURE	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisses d'allocation familiales	Autres	TOTAL
Subventions d'investissement	0	1 560 658	0	0	0	1 560 658
Concours publics (ESSMS)	0	98 040 048	106 472 122	0	0	204 512 170
Subventions d'exploitation	875 003	133 878 208	11 026 842	209 958	186 589	146 176 599
TOTAL	875 003	233 478 914	117 498 964	209 958	186 589	352 249 427

ANNEXE 9 - DETAIL DES FONDS DEDIES

NATURE	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont correspondant à des projets sans dépenses depuis 2 ans
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés activité hébergement	415 117	0	0	0	0	415 117	0
Contributions financières ESSMS							
Financements d'exploitation (CNR)	2 934 562	1 250 517	-785 967			3 399 113	1 855 218
<i>Projets définis hébergement social</i>	560 296	527 706	-246 856	0	0	841 146	583 265
<i>Projets définis secteur handicap</i>	1 198 590	417 625	-448 171	0	0	1 168 045	317 523
<i>Projets définis secteur personnes âgées</i>	1 175 676	305 186	-90 940	0	0	1 389 922	954 430
Financements d'investissement	4 825 287	540 039	-457 597			4 907 729	1 451 880
<i>Autorités de tarification (CNR)</i>	3 617 558	540 039	-370 361	0	0	3 787 236	1 451 880
<i>Caisses de Retraite : immobilier</i>	1 118 026	0	-59 111	0	0	1 058 915	0
<i>Caisses de Retraite : mobilier</i>	89 704	0	-28 125	0	0	61 578	0
	7 759 850	1 790 556	-1 243 564	0	0	8 306 842	3 307 098
Ressources liées à générosité du public							
Fonds dédiés sur dons	5 157	0	0	0	0	5 157	0
TOTAL	8 180 124	1 790 556	-1 243 564	0	0	8 727 116	3 307 098

ANNEXE 10 - DETAIL DES DETTES FINANCIERES

NATURE	Valeur brute Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute Fin d'exercice	Dont dettes garanties
Emprunts auprès des organismes bancaires, dont la Caisse des Dépôts	38 936 237	0	-2 664 833	5 193 884	41 465 287	41 465 287
Préfinancements établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Concours bancaires courants (découverts)	10 040 116	33 804 625	0	0	43 844 741	0
Dettes rattachées (ICNE)	479 835	0	-41 255	0	438 580	438 580
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	49 456 188	41 675 328	-5 382 908	0	85 748 608	41 903 867
Emprunts auprès d'organismes non bancaires	5 193 884	0	0	-5 193 884	0	0
Préfinancements autres établissements	0	0	0	0	0	0
Cautions versées par les usagers	4 779 572	0	-145 048	0	4 634 524	0
Dettes rattachées (ICNE)	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts et dettes financières	9 973 456	0	-5 337 932	0	4 634 524	0
TOTAL	59 429 644	41 675 328	-10 721 840	0	90 383 132	41 903 867

ANNEXE 11 - DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

COMPTE DE REGULARISATION ACTIF	Montant
Usagers	3 714 616
Créances usagers	3 714 616
Fournisseurs, avoirs à recevoir	636 890
Personnel, produits à recevoir	0
Organismes sociaux, produits à recevoir	0
État, Impôts et taxes, produits à recevoir	86 560
Entités du Groupe Coallia, produits à recevoir	0
Débiteurs divers, produits à recevoir	48 889
Autres créances	772 339
Valeurs mobilières de placement, produits à recevoir	0
Banques, produits à recevoir	0
	0
Trésorerie	
COMPTES RATTACHES	4 486 955
Accompagnement social	0
Établissements médico-sociaux	0
Établissements sociaux	0
Formation	0
Habitat social adapté	0
Intermédiation locative (Solibail)	0
Divers	718 219
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	718 219
TOTAL	5 205 174

COMPTE DE REGULARISATION PASSIF	Montant
Emprunts, intérêts courus et non échus	438 580
Banques, charges à payer	0
Entités du Groupe Coallia, charges à payer	0
Dettes financières	438 580
Fournisseurs d'exploitation, charges à payer	11 089 030
Usagers, avoirs à établir	0
Personnel, congés à payer	2 940 799
Personnel, autres charges à payer	9 533 273
Organismes sociaux, charges sur congés à payer	1 608 041
Organismes sociaux, autres charges à payer	5 322 383
État, Impôts et taxes, charges à payer	57 342
Dettes d'exploitation	30 550 868
Fournisseurs d'immobilisations, charges à payer	0
Débiteurs divers, charges à payer	326 165
Dettes hors exploitation	326 165
COMPTES RATTACHES	30 877 033
Accompagnement social	0
Établissements médico-sociaux	0
Établissements sociaux	0
Formation	0
Habitat social adapté	0
Intermédiation locative (Solibail)	0
Divers	16 403 763
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	16 403 763
TOTAL	47 280 796

ANNEXE 12 - TRANSFERTS DE CHARGES ET PRODUCTION IMMOBILISÉE

Transferts de charges d'exploitation	Montant
Contrats aidés	918 597
Formation	791 779
Sinistres	247 500
Avantages en nature	294 830
Aides diverses	0
Immobilisations incorporelles	0
Autres transferts de charges	700 202
TOTAL	2 952 908

Transferts de charges financiers	Montant
Frais sur emprunts imputés aux tiers financeurs	0
Frais de Dailly imputés aux tiers financeurs	0
TOTAL	0

Production immobilisée	Montant
Frais d'établissement	0
Solutions informatiques développées en interne	0
Immobilisations incorporelles	0
Frais financiers incorporés à des programmes de réhabilitation	0
Gros entretien (GE)	0
Travaux de peinture	0
Maîtrise d'ouvrage	0
Autres immobilisations corporelles	0
Immobilisations corporelles	0
TOTAL	0

ANNEXE 13 - DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant
Amendes, pénalités	53 225
Divers	1 264 139
Opérations de gestion	1 317 364
Valeurs nettes des immobilisations incorporelles sorties	2 114
Valeurs nettes des immobilisations corporelles sorties	1 319 318
Opérations en capital	1 321 432
Provisions réglementées	0
Dépréciation créances	2 178 798
Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	2 178 798
TOTAL	4 817 594

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant
Rentrées sur créances amorties	898 365
Dégrèvements d'impôts (autres que I.S.)	157 264
Divers	4 964 353
Opérations de gestion	6 019 982
Produits de cession des immobilisations incorporelles	0
Produits de cession des immobilisations corporelles	2 014 883
Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat	92
Autres produits exceptionnels	0
Opérations en capital	2 014 975
Provisions réglementées	0
Dépréciation créances	0
Provisions pour risques	0
Reprise sur dépréciations et provisions et transferts de charges	0
TOTAL	8 034 957

ANNEXE 14 - ENGAGEMENT DE CREDIT BAIL

L'association a recours à des contrats de crédit-bail pour une partie de son parc automobile.

Au 31 Décembre 2024, les engagements résiduels au titre de ces contrats sont peu significatifs (engagements inférieurs à 50K €) et n'ont pas fait l'objet d'un détail dans la présente annexe.

ANNEXE 15 - ETAT DES ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS DONNES	Hypothèques	Privilèges Prêteur de Deniers	Cautions	TOTAL
COALLIA HABITAT : Droits de réservation de lits	0	0	0	0
SOLEILS ET PAPILLES : Soutien financier	0	0	0	0
Aux filiales	0	0	0	0
BNP PARIBAS	4 000 000	261 214	0	4 261 214
COALLIA SOLIDAIRE	0	0	0	0
LOGEO	0	0	0	0
CILGERE	0	0	0	0
CRAMIF	0	0	0	0
GIC	0	0	0	0
LOGEHAB	0	0	0	0
RESIDERO	0	0	0	0
SOLENDI	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0
Aux tiers	4 000 000	261 214	0	4 261 214
TOTAL	4 000 000	261 214	0	4 261 214

ENGAGEMENTS RECUS	Hypothèques	Privilèges Prêteur de Deniers	Cautions	TOTAL
Des filiales	0	0	0	0
Collectivités locales (sur emprunts de COALLIA)	0	0	0	0
Retenues de garantie sur marchés de travaux	0	0	0	0
Des tiers	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

ANNEXE 16 - ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

POSTES	MONTANT
Créances rattachées à des participations	0
Créances usagers, et Comptes rattachés	329 312
Comptes Courants Associés Débiteurs	5 235 027
Dettes fournisseurs, et comptes rattachés	0
Comptes Courants Créditeurs	0

ANNEXE 17 - LISTE DES FILIALES, PARTICIPATIONS ET ENTITES LIEES

Informations financières		Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
					Brute	Nette						
Filiales et participations												
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus												
1.	Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	119 080	195 745		4 442 887	0	1 446 070	0	4 902	-173 560	0	...
	PAVILLON GIRARDIN (SA)	118 080	334 082	100	3 896 193	0	584 790	0	4 902	-125 012		
	SCI L'ORANGERIE	1 000	-138 337	99,9	546 694	0	861 280	0	0	-48 548		
2.	Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)	49 090 101	12 984 154		5 799 950	5 799 950	0	0	25 960 223	2 780 621	0	...
	BATIGERE HABITAT SOCIAL (Exercice 2023)	49 090 101	12 984 154	26,54	5 799 950	5 799 950	0	0	25 960 223	2 780 621		
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.												
1.	Filiales non reprises au § A.											
a.	Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b.	Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...
2.	Participations non reprises au § A.											
a.	Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	...
b.	Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	...

(1) : Données 2023, celles de 2024 n'étant pas transmises à date